

Les biens communs ou le nouvel espoir politique du XXI^e siècle ?

Il y a plus de dix ans, Philippe Quéau (qu'on ne lit pas assez) s'exprimait ainsi lors d'une conférence organisée par le Club de Rome (qui a eu raison avant l'heure ?) ayant pour titre Du Bien Commun Mondial à l'âge de l'Information :



« L'intérêt public est beaucoup plus difficile à définir que l'intérêt privé. C'est un concept plus abstrait. Il intéresse tout le monde, et donc personne en particulier. Plus les problèmes sont abstraits et globaux, plus ils sont difficiles à traiter et à assimiler par le public. Les groupes de pression sectoriels ont en revanche une très claire notion de leurs intérêts et de la manière de les soutenir (...) La gestion des biens communs de l'humanité (comme l'eau, l'espace, le génome humain, le patrimoine génétique des plantes et des animaux mais aussi le patrimoine culturel public, les informations dites du *domaine public*, les idées, les faits bruts) doit désormais être traitée comme un sujet politique essentiel, touchant à la *chose publique* mondiale. Par exemple le chantier de la propriété intellectuelle devrait être traité, non pas seulement d'un point de vue juridique ou commercial, mais d'un point de vue éthique et politique. »

Le bien commun ou plutôt les biens communs (attention danger sémantique) seront à n'en pas douter non seulement l'un des mots clés de ce nouveau siècle, mais aussi, si nous le voulons bien, l'un des éléments moteurs et fédérateurs des politiques progressistes de demain^[1].

C'est pourquoi le Framablog les interroge de temps en temps, comme ici avec cette ébauche de traduction française d'une première version d'un texte en anglais rédigé par une allemande !

On ne s'étonnera pas de voir la culture du logiciel libre une nouvelle fois citée en exemple à suivre et éventuellement à reproduire dans d'autres champs de l'activité humaine.

Les biens communs, un paradigme commun pour les mouvements sociaux et plus encore

The commons as a common paradigm for social movements and beyond

*Silke Helfrich – 28 janvier 2010 – CommonsBlog
(Traduction Framalang : Olivier Rosseler et Tinou)*

Version 1.0 – Licence Creative Commons By-Sa

Forum social mondial – 10 ans après – Éléments d'un nouvel ordre du jour

On ne peut considérer le système des biens communs comme une alternative pour le 21e siècle que s'ils représentent effectivement un dénominateur commun entre différents mouvements sociaux et écoles de pensées. À mon avis, il est non seulement possible de les appliquer, mais c'est surtout un bon choix stratégique. **Voici pourquoi en quinze points :**

1. **Les biens communs sont omniprésents.** Ils déterminent notre qualité de vie de bien des manières. Ils sont présents (quoique souvent invisibles) dans les sphères sociales, naturelles, culturelles et numériques. Pensez aux outils d'apprentissage (la lecture et l'écriture), toutes ces choses qui nous servent à nous déplacer (la terre, l'air et la mer), celles qui nous servent à communiquer (le langage, la musique,

les codes), toutes ces choses qu'on utilise pour nous nourrir ou nous soigner (la terre, l'eau, les médicaments) ou encore celles si cruciales à notre reproduction (les gènes, la vie sociale).

Les biens communs sont notre relation à toutes ces choses, comment nous les partageons, comment nous les utilisons. Les biens communs sont la représentation vivante de nos relations sociales, en permanence. On devrait plutôt utiliser une action (*mettre en commun*) plutôt qu'un nom (*bien communs*). Les biens communs sont une catégorie à part de production et d'usage du savoir et des biens matériels, où la valeur de l'usage est privilégiée par rapport à la valeur marchande. Mettre en commun est une pratique qui nous permet de prendre nos vies en main et de protéger, de développer ce qui nous est commun plutôt que d'assister à son enfermement et sa privatisation.

Les droits des bénéficiaire des biens communs sont indépendants des conventions formelles et du droit positif. Nous en disposons sans avoir à demander la permission et nous les partageons. Les biens communs offrent une liberté autre que celle du marché. La bonne nouvelle, c'est qu'en nous concentrant sur les biens communs, nous sortons les choses de la sphère marchande pour les mettre dans la sphère commune, nous mettons l'accent sur comment les sortir de l'autorité et de la responsabilité détenue par une bureaucratie fédérale pour aller vers une *gestion des biens communs* par leurs utilisateurs et la myriade de possibilités qu'elle offre, et enfin nous nous concentrons sur de nombreux problèmes et de nombreuses ressources, comme 75% de la biomasse mondiale, qui n'ont pas encore été transformés en marchandise. Voilà qui est encourageant.

2. Les biens communs établissent des ponts entre les secteurs et les communautés, ils offrent un cadre pour la convergence et la consolidation des mouvements. Les problèmes auxquels nous faisons face sont devenus trop compliqués. Pour en réduire la complexité, nous avons fragmenté ce qui ne devrait

être qu'un. Dans le débat politique public, il y a une division entre différents domaines de connaissance et d'autorité. Il y a ceux qui débattent de sujet liés aux ressources naturelles (*les écolos*) et ceux qui débattent de problèmes culturels et numériques (*les technophiles*).

Il en résulte des communautés (sur-)spécialisées pour chacun des centaines de problèmes auxquels nous sommes confrontés et de nombreux chaînons manquant. Au nom de la diversité des biens communs, cette fragmentation se poursuivra jusqu'à un certain point, mais elle contribue également à l'atrophie de notre capacité commune à suivre l'actualité économique, politique et technologique ainsi que les changements qui se produisent. Notre capacité à réagir à ces changements et à faire remonter soigneusement des propositions alternatives et cohérentes s'en retrouve diminuée.

Les biens communs peuvent unifier des mouvements sociaux disparates, même si leur dynamique est profondément différente, les biens communs nous permettent en effet de nous concentrer sur ce qui nous unit, sur tout ce que les communs ont en commun, pas sur ce qui les sépare. L'eau est une ressource finie, pas le savoir. L'atmosphère est partout, un parc ne l'est pas. Les idées se développent lorsque nous les partageons, ce n'est pas le cas de la terre. Mais ce sont là des ressources communes à tous ! Par conséquent, personne ne devrait pouvoir se prévaloir de la propriété de l'une de ces ressources. Elles sont toutes liées à une communauté.

Chacune de ces ressources est mieux gérée si les règles et les normes s'imposent d'elles-mêmes ou si elles sont légitimées par les personnes qui en dépendent directement.

3. Les biens communs amènent le débat de la propriété au-delà du clivage (parfois stérile) public/privé. Les appels en faveur de la propriété publique ne disparaissent pas pour autant, mais peut-on juger que les états nations ont été des fiduciaires des biens communs consciencieux ? Non. Protègent-

ils le savoir traditionnel, les forêts, l'eau et la biodiversité ? Pas partout.

Tout ne s'arrête pas au clivage public/privé. On peut s'approprier une ressource commune partagée pendant une courte durée (pour reproduire nos moyens de subsistance), mais on ne peut pas faire tout ce qu'on veut avec. Il est primordial de garder à l'esprit que le concept de possession pour usage est différent de la propriété exclusive conventionnelle.

Contrairement à *propriété*, *possession* n'est pas synonyme d'aliénation. Et abus, commodification, maximisation des profits et externalisation des coûts au détriment des biens communs vont de pair avec la propriété. L'*externalisation* des coûts est un processus courant actuellement mais il ne bénéficie à personne au bout du compte, pas même aux plus aisés que l'on incite à se réfugier dans des communautés fermées et protégées.

4. La perspective des biens communs n'est pas une lubie numérique. Elle n'est pas binaire, pas faite de 0 et de 1 ni de soit ... soit. Elle ne se jauge pas non plus à l'aune de quelques succès. Nous cherchons des solutions qui dépassent les clivages idéologiques, qui dépassent les politiques chiffrées pour déterminer les réussites. Ce n'est pas juste le privé *contre* le public, la gauche *contre* la droite, la coopération *contre* la concurrence, la « main invisible du marché » *contre* les projets gouvernementaux, les pro-technologies *contre* les anti-technologies.

Les biens communs se tournent vers le troisième élément, celui qui est toujours oublié. Notre compréhension des ressources que nous possédons en commun en ressort approfondie, tout comme celle des principes universels (et fonctionnels) des peuples qui protègent leurs ressources communes partagées. Dans le domaine des biens communs, nous privilégions l'apprentissage de la coopération plutôt que la concurrence. Les biens communs favorisent l'autogestion et les technologies

ouvertes, développées et contrôlées en commun, plutôt que les technologies propriétaires qui tendent à concentrer le pouvoir dans les mains des élites et qui leur donne le pouvoir de nous contrôler.

5. Parler des biens communs, c'est se concentrer sur la diversité. Pour reprendre les mots de l'ex-gouverneur Olívio Dutra (Rio Grande do Sul) lors du Forum Social Mondial, 10 ans après : « cela permet l'unité au travers de la pluralité et de la diversité ». La doctrine par défaut est « un monde qui contient une myriade de mondes ».

De toute évidence, l'une des forces de cette approche réside dans l'idée qu'il n'existe pas de solution simpliste, pas de schéma institutionnel, pas de miracle *taille unique*, uniquement des principes universels tels que la réciprocité, la coopération, la transparence et le respect de la diversité d'autrui. Chaque communauté doit déterminer les règles appropriées à l'accès, à l'usage et au contrôle d'un système de ressources partagées bâti sur ces principes.

La tâche est complexe, à l'image de la relation entre la nature et la société, particulièrement lorsqu'il s'agit de biens communs partagés à l'échelle mondiale. La *communauté* englobe alors l'humanité toute entière, ce qui renvoie à l'impérieuse nécessité d'un nouveau multilatéralisme au centre duquel se trouvent les biens communs.

6. Se concentrer sur les biens communs apporte une nouvelle perspective à trois grands C : Coopération, Commandement et Compétition. (NdT : On a conservé les 3 C mais on pourrait traduire Command par Pouvoir ou Gouvernance) Sans compétition, il n'y a pas de coopération, et vice versa. Mais dans une société centrée sur les biens communs, la coopération est plus valorisée que la compétition.

Le slogan est : « Battez-vous pour la place de numéro un des coopérateurs plutôt que des compétiteurs ». Les règles

précises régeantant la coopération dans un système des biens communs change d'un cas à l'autre. Aucune autorité supérieure ne peut les dicter. La théorie et la pratique des biens communs nous apprennent que de part le monde, de nombreux systèmes d'administration des biens communs s'auto-régulent, c'est-à-dire qu'ils créent leurs propres systèmes de contrôle. Ou ils s'auto-régulent et se coordonnent à différents niveaux institutionnels.

Pour ce qui est du *commandement*, voici un conseil de la lauréate du Prix Nobel, Elinor Ostrom : « Mieux vaut inciter la coopération à travers des arrangements institutionnels adaptés aux écosystèmes locaux plutôt que d'essayer de tout diriger à distance ». De plus, les autorités supérieures, les gouvernements, les lois, les organisations internationales, peuvent jouer un rôle décisif dans la reconnaissance des biens communs. Mais pour y parvenir, les biens communs devraient déjà occuper une plus grande place dans leur vision politique.

7. Les biens communs ne dissocient pas la dimension écologique de la dimension sociale, au contraire d'une vision verte inspirée du New Deal. Il serait judicieux, dans une certaine mesure, de rendre plus visible la "valeur économique" des ressources naturelles et il est sans doute nécessaire d'inclure les coûts écologiques de la production dans l'ensemble du processus manufacturier.

Mais ça ne suffit pas. Ce genre de solution ne règle pas la dimension sociale du problème, elle tend au contraire à creuser un fossé, faisant des solutions un problème d'accès à l'argent. Ceux qui y ont accès peuvent se permettre de payer le surcoût écologique, ceux qui ne l'ont pas se retrouvent laissés pour compte. Les biens communs, au contraire, apportent une réponse au problème écologique et au problème social.

Une solution au cœur de laquelle se trouvent les biens communs ne laisse personne pour compte.

8. Le concept des biens communs fait siennes plusieurs visions du monde : on y retrouve la pensée socialiste (la possession commune), la pensée anarchiste (l'approche auto-organisée), la pensée conservatrice (pour qui la protection de la création est importante) et évidemment les pensées communautaristes et cosmopolites (la richesse dans la diversité) et même la pensée libérale (affaiblissement du rôle de l'État, respect des intérêts et motivations individuelles à rejoindre une communauté ou un projet).

Mais de toute évidence, toutes ces idées ne peuvent s'unir derrière un programme politique construit autour des biens communs. C'est là leur force, et c'est pourquoi les partis politiques se méprennent à leur égard ou tentent de coopter les biens communs. Si nous nous attachons à livrer un discours cohérent (voir 9), ils n'y parviendront pas.

9. L'aune à laquelle sera mesuré l'adhésion des idées politiques au paradigme des biens communs est triple et bien définie : (a) usage durable et respectueux des ressources (sociales, naturelles et culturelles, y compris numériques), ce qui signifie : pas de sur-exploitation ni de sous-exploitation des ressources communes partagées.

Partage équitables des ressources communes partagées et participation à toutes les décisions prises au sujet de l'accès, de l'usage et du contrôle de ces ressources et (c) le développement libre de la créativité et de l'individualité des gens sans sacrifier l'intérêt collectif.

10. Les biens communs ne sont pas uni-centriques mais poly-centriques. Leurs structures de gouvernance sont elles aussi décentralisées et variées. En d'autres termes : les biens communs sont poly-centriques par nature, ce qui est la condition nécessaire à une approche profondément démocratique, aussi bien politiquement (principes de décentralisation, de subsidiarité et de souveraineté des communeurs et de législations des communeurs) et économiquement (le *mode de*

productions des biens communs réduit notre dépendance à l'argent et au marché).

11. Les biens communs renforcent un trait essentiel de la nature humaine et du comportement humain. Nous ne sommes pas seulement, loin s'en faut, *l'homo æconomicus* comme on nous le fait croire. Nous sommes bien plus que des créatures égoïstes qui ne se soucient que de leur propre intérêt. Nous ressentons ce besoin de nous intégrer dans un tissu social et nous nous y plaisons.

« Les biens communs sont le tissu de la vie », d'après Vandana Shiva. Nous aimons participer, nous impliquer et partager. Les biens communs renforcent le potentiel créatif des gens et l'idée d'inter-relationalité, en deux mots : « J'ai besoin des autres et les autres de moi ». Ils honorent notre liberté de participer et de partager.

Ça n'est pas la même liberté que celle sur laquelle repose le marché. Nos contributions nous donne accès à plus de choses. Mais *nota bene* : ça ne se résume pas à "accès gratuit à tout".

12. Les biens communs proposent des outils d'analyse issus de catégories différentes de ceux du capitalisme, notre « décolonisation de l'esprit » en est donc facilitée (Grybowski). Les communeurs rédéfinissent ce qu'est *l'efficacité*. Ils visent la coopération *efficace*, comment la favoriser et la mettre à la portée des gens.

Ils souhaitent privilégier la propriété exclusive à court terme comme moyen de subsistance plutôt que la propriété à durée indéfinie. Ils honorent les moyens de protection traditionnels des biens communs ainsi que les systèmes traditionnels de connaissance. Pour faire court : les biens communs éclairent sous un jour nouveau de nombreuses pratiques politiques et légales.

La différence est grande entre une vision communales et une

vision commerciale de notre environnement. La différence est grande si l'eau est perçue comme un bien commun, c'est à dire liée aux besoins de la communauté, ou pas. Ou considérez les graines ; si vous voyez la diversité des graines comme un bien commun, vous récoltez ce dont vous avez besoin et votre indépendance alimentaire est assurée.

Si la société reconnaissait que les variétés de graines régionales font partie des biens communs, l'État appuierait de toutes ses ressources les plantations biologiques indépendantes et les petites exploitations pour qu'elles puissent poursuivre leur développement traditionnel des céréales plutôt que de gaspiller l'argent du contribuable en finançant des manipulations génétiques et l'ingénierie agro-alimentaire.

13. Le secteur des biens communs est pluriel et rassemble de nombreux protagonistes. Ces dernières années, l'intérêt porté internationalement au paradigme des biens communs s'est largement accru.

Les commeneurs et les organismes se sont constitués des alliances transnationales (Creative Commons, Wikipedia, les mouvements des Logiciels Libres et de la Culture Libre, les plateformes de partage, les organismes de lutte contre l'exploitation minière, les alliances promouvant une approche de Bem-Viver, le mouvement mondial pour une agriculture durable, le Water Commons, les jardins communautaires, la communication et les projets d'informations citoyens et bien d'autres encore).

C'est en fait une explosion spontanée d'initiatives communes. Depuis que le Prix Nobel d'Économie a été attribué à Elinor Ostrom (octobre 2009), de nombreuses universités redécouvrent l'intérêt académique des biens communs.

14. Les biens communs comme mode de production alternatif. Les problèmes auxquels nous sommes confrontés ne sont pas liés à

la disponibilité des ressources.

Ils émanent du mode de production actuel. Heureusement, dans certains domaines, nous assistons à une évolution du mode de production, d'un système capitaliste (basé sur la propriété, la demande, la valeur marchande, l'exploitation des ressources et du travail, dépendant de la croissance et tiré par les profits) il est en passe de venir commun (basé sur la possession, la contribution, le partage, l'intérêt personnel et l'initiative, où le PIB est un indicateur négligeable et dont la finalité est *la belle vie*, le *bem viver*).

De nombreux projets de *Production Collective Commune* rencontrent le succès. C'est particulièrement le cas pour la production de savoir (Wikipédia, les logiciels libres, le design ouvert). Mais un débat palpitant se déroule actuellement pour trouver les moyens d'appliquer les mêmes principes de production collective commune à la production de ce nous mangeons, de ce que nous portons et de nos moyens de locomotion, et jusqu'où nous pouvons aller.

J'ai la conviction que c'est possible. Premièrement parce que le savoir se taille la part du lion de tout type de production. Tous les biens ne sont que des produits en devenir. Pas de production automobile ou de production agricole sans concept et sans design (d'où la part du lion de sa *valeur marchande*).

Et deuxièmement, les secteurs des communs qui n'ont pas encore été commodifiés et où les valeurs et les règles des communs sont bien ancrées sont nombreux et variés (économie de l'entraide, économie de la solidarité). Ces secteurs sont la preuve que chaque jour, une grande partie de ce qui nous est nécessaire est produit en dehors du marché économique.

15. Le discours des communs prône le changement culturel. Ce n'est pas simplement une approche technologique ou institutionnelle. Il incite plutôt au développement de

nouvelles idées et de nouvelles actions personnelles et politiques.

Pourquoi maintenant ? Car le moment est opportun pour les biens communs.

1. Nous sommes à une période charnière, dans biens des contextes, les biens communs sont re-découverts. Le marché et l'État (seul) ont échoué à protéger les ressources communes et à satisfaire les besoins des gens. Les idéaux de l'économie de marché sont assiégés de toutes parts.

Ses mécanismes d'analyses économiques, de politiques publiques, sa vision du monde perdent leur valeur explicative, et surtout leur soutien populaire. Les gens réalisent de plus en plus que ça n'est pas à l'économie de marché que nous devons la biodiversité, la diversité culturelle et les réseaux sociaux !

2. Les nouvelles technologies ouvrent la voie à de nouvelles formes de coopération et de production décentralisée qui étaient, jusqu'alors, l'apanage des technologies de l'âge industriel. Il nous est même désormais possible de ré-affecter la production d'énergie et d'électricité aux biens communs sociaux (centrales électriques solaires citoyennes, centrales électriques résidentielles).

Nous avons la possibilité de décider quelles nouvelles ou quelles informations sont utiles à la communauté et nous pouvons les reproduire nous-mêmes grâce à la plus grande *machine à copier* jamais inventée : Internet. La production connaît une véritable révolution, une révolution qui redéfinira les règles. Les monopoles sont menacés.

3. Les changements actuels offrent à tout un chacun une influence élargie. Une vision moderne des biens communs ne se tourne pas vers le passé.

Il faut voir plus loin qu'une simple relocalisation, notre

perspective est une coopération locale, décentralisée et horizontale au travers de réseaux distribués afin que les gens puissent, ensemble, se re-approprier la création de choses, qui seront ensuite disponibles pour eux et pour tout le monde, s'ils le souhaitent. Le but étant d'alimenter les biens communs et la production commune autant que possible pour affaiblir notre dépendance à l'économie de marché.

Mais ça ne sera possible, si le nouveau mode de production est capable de résoudre les problèmes même les plus complexes, que si les productions collégiales dépassent ce que les entreprises, même les plus importantes, sont capables de mettre en place du point de vue logistique, financier et conceptuel.

Et c'est tout à fait possible ! Regardez Wikipédia ou la voiture open source. Peut-être serions nous même capable de développer des véhicules individuels 100% recyclables, qui ne consomment qu'un litre/100km si les entreprises n'avaient pas capturé les technologies et contrôlé le marché.

Dans un monde où la production commune est généralisée, les notions de centre et de périphérie disparaissent.

4. L'usage collectif et l'accès libre ou équitables aux biens communs bénéficie maintenant de nouvelles protections légales : la General Public License (GPL), les licences de partage à l'identique, des modèles de propriétés spécifiques aux ressources naturelles qui se prémunissent de la spéculation et de la sur-exploitation, des fonds d'actionnariat à ressource commune unique, les systèmes d'aqueduc au Mexique ou de récupération d'eau en Inde ou encore le droit de tout un chacun (*Allemansrätten*) en vigueur dans les pays du nord de l'Europe.

Ce sont des outils puissants dont nous devons nous inspirer et qu'il vaut développer. Dans ce domaine, il faudra faire preuve de créativité pour coucher nos idées en termes juridiques, des

idées qui doivent respecter la grande variété de règles formelles et informelles en vigueur dans le monde pour protéger les biens communs.

5. Sans oublier, finalement, que si votre curiosité vous pousse à vous intéresser aux biens communs, vous découvrez de nouvelles choses étonnantes. Vous êtes liés à des centaines de communautés dynamiques. Vous entrapercevez une sagesse que vous ne soupçonnerez pas, vous apprenez à encourager des projets et vous multipliez vos réseaux. C'est très motivant.

Connaissiez-vous l'existence du projet OpenCola ? Saviez-vous que le plus grand lac de Nouvelle Zélande, le lac Taupo, est rempli de truites ? Dans la région très touristique de Taupo, les ressources sont *sous pression*, mais la population de truite est toujours dynamique dans le lac car les néo-zélandais suivent un règle simple : pêchez juste ce qui vous est nécessaire pour manger (il vous faut un permis de pêche délivré par les autorités locales), n'en tirez pas profit.

Et donc, aucun restaurant de la région ne propose de truite au menu. Souvenez-vous : les biens communs ne sont pas à vendre. Et que savez-vous de la biologie libre et de la médecine participatoire ? Avez-vous entendu parler de ces innombrables banques de graines, essentiellement dans les pays du sud, et du trésor inestimable qu'elles protègent pour nous ? Et savez vous les progrès qu'a réalisé le mouvement international de promotion de l'accès libre aux ressources scolaires, ce mouvement qui vise à garantir l'accès libre à ce qui a été financé publiquement, la production du savoir ?

Avez-vous entendu parler des jardins interculturels et communautaires ou du régime des biens communs privilégiés par les pêcheurs de homards du Maine (USA) pour éviter la sur-exploitation des homards ? Et que pensez-vous des communs de crise, ces groupes où des centaines de volontaires mobilisent leurs savoirs-faire pour collecter des informations grâce aux technologies modernes pour venir en aide aux victimes de

catastrophes naturelles, comme après le tremblement de terre à Haïti ?

Les biens communs insufflent une nouvelle vigueur aux débats politiques. Les jeunes citoyens deviennent attentifs lorsqu'on leur parle de production pair-à-pair, car c'est ce qu'ils font. Les *écologes* deviennent attentifs quand on leur parle du principe des copylefts et de la reproduction virale des logiciels et du contenu.

Ils comprennent que « toutes ces licences compliquées » défendent notre liberté d'accéder au savoir et aux techniques culturelles. C'est exactement ce pour quoi ils se battent dans leur domaine.

Les *technophiles* sont enthousiaste de pouvoir mettre leurs incroyables capacités à contribution pour gérer des systèmes complexes de ressources naturelles. En d'autres termes, les biens communs élargissent les horizons, ils apportent un vent nouveau de pensée collective, une pensée dynamique, non-dogmatique mise en œuvre de façon innovante.

Les communs sont un nouveau concept, puissant, autonome et auto-suffisant pour constamment redonner à la vie toute sa dignité. Ils sont l'élément indispensable pour construire un mouvement divers et irrésistible à partir d'une pensée politiquement et conceptuellement cohérente.

Porto Alegre – Janvier 2010

Mise à jour du 10 mars : Une nouvelle version 2.0 sera bientôt publiée. Merci à tous pour vos précieux commentaires.

Notes

[1] Crédit photo : Peasap (Creative Commons By)